

HISTOIRE, GÉOGRAPHIE ET GÉOPOLITIQUE (ÉPREUVE n° 265)

ANNÉE 2015

Épreuve conçue par ESSEC
Voie économique et commerciale

Sujet : Nourrir la planète : exigences paradoxales et nouvelle « géopolitique de la faim », de la chute du Mur de Berlin à nos jours.

La moyenne de l'épreuve est de 10,16. L'écart-type est de 3,55 ce qui témoigne d'une bonne hiérarchisation des copies. Notre dissertation a donc correctement joué son rôle dans le concours. Sans doute la volonté du jury de noter selon des normes plus lisibles dans le contexte des concours d'aujourd'hui et sur le plan international, a-t-il pu jouer un rôle dans la progression des moyennes depuis quelques années, mais cette propension ne doit pas cacher une réelle progression de nos candidats, largement liée à l'intérêt qu'ils éprouvent pour les disciplines concernées et les thèmes abordés.

Pourtant le sujet a surpris. Le thème de l'alimentation, inséré dans le second module du programme de première année, traité peu ou prou, transversalement, dans l'ensemble du programme de seconde année, n'avait jamais fait l'objet d'un sujet spécifique à aucun des concours des « parisiennes » (un sujet d'Ecricome lui avait été consacré il y a sept ans). La question de la nourriture de l'humanité, lancinante depuis la nuit des temps, n'a pas disparu avec la mondialisation et 2015 est un moment pertinent pour l'aborder. En effet, en l'an 2000, l'ONU, en édictant solennellement ses « objectifs pour le millénaire » l'a placée en tête de ses préoccupations, se fixant pour but la réduction de moitié de la faim dans le monde, en 2015 par rapport à 1990. Ce qui correspond à l'emprise chronologique du sujet. L'actualité de la question alimentaire placée dans le contexte de la mondialisation se retrouve d'ailleurs dans le thème central de l'exposition universelle de Milan de 2015.

Comme toujours, la bonne démarche débute par une analyse rigoureuse des termes du sujet qui est, plus que jamais une clé pour la bonne compréhension de l'ensemble.

Nourrir la planète, ce défi que représente l'alimentation de l'humanité, ne concerne pas seulement, bien sûr, l'agriculture et la pêche. La transformation industrielle (on absorbe de moins en moins des produits agricoles « bruts »), la distribution (la faim est souvent liée aux déficiences de la collecte, du stockage et de la répartition) sont tout autant concernés. Le défi alimentaire repose sur la demande, solvable ou non. La malnutrition ou la famine, termes qu'il fallait définir, sont largement liés à l'impossibilité d'acheter des produits existants sur le marché. Sylvie Brunel parle de « l'Inde des ventres vides et des greniers pleins ». Les cultures et les religions jouent leur rôle. Les goûts et les mentalités, et surtout leur évolution, ont une incidence déterminante dans le contexte des pays émergents. Par ailleurs, on peut nourrir sa population en produisant de la nourriture ou en achetant à l'étranger, et les échanges alimentaires sont au cœur de la problématique des échanges internationaux, entrant pour une large part dans les échecs du cycle de Doha et de l'OMC et se retrouvant dans les négociations « régionales », transpacifique et transatlantique.

Cependant le sujet va bien au-delà d'un simple bilan sur la question alimentaire dans le dernier quart de siècle. Il en exige une analyse sous deux facettes bien précises : les contradictions fondamentales qui l'affectent et les facteurs géopolitiques dans lesquels elle s'insère. Les « exigences paradoxales » qui affectent la question alimentaire sont les nécessités spectaculairement contradictoires qui s'imposent à elle.

En effet, l'augmentation de la population mondiale, mais surtout la hausse du niveau de vie moyen ainsi que la progression du pouvoir d'achat couplée à l'évolution des régimes alimentaires, de plus en plus tournés vers la viande et les produits laitiers, presque partout et tout spécialement chez les « émergents », entraînent une formidable hausse et une mutation de la demande. Celle-ci ne peut être satisfaite, entre autres, que par une nécessaire extension des superficies : il faut au moins quatre calories d'origine végétale pour obtenir une calorie d'origine animale, et cela à l'heure où les rendements plafonnent dans bien des régions du monde. Or au même moment l'urbanisation galopante et incontrôlée, l'extension des réseaux (autoroutiers, aéroportuaires, etc.) exigent de plus en plus l'abandon de bonnes terres agricoles au profit d'autres impératifs.

Pour faire face à cette contradiction, il faudrait mettre en œuvre une intensification systématique par une utilisation massive de l'eau, des pesticides et des engrais. Et cela au moment où les contraintes environnementales de plus en plus impératives exigent exactement l'inverse. 40% des terres agricoles dans le monde sont épuisées ou dégradées, les $\frac{3}{4}$ des ressources halieutiques aussi sont épuisées ou menacées, ce qui suppose une gestion plus « durable » des ressources, plutôt qu'une intensification accrue. La « révolution deux fois verte » est-elle pour l'instant autre chose qu'un mot d'ordre mobilisateur ?

Les masses de paysans sans terre, des manouvriers et des micro-exploitants déséquilibrent les campagnes : des émeutes rurales en Chine aux « maquis maoïstes » en Inde en passant par les situations insurrectionnelles dans le sud du Mexique, les exemples abondent. Le « soulagement démographique » des zones rurales est une condition de leur modernisation. Cependant, au même moment, dans les pays les plus peuplés, l'exode rural est combattu. Les campagnes servent « d'éponge à chômage » et les politiques, chinoises et indienne en particulier, visent au contraire au maintien des populations dans les campagnes car la croissance économique, même soutenue, n'est pas en mesure de créer suffisamment d'emplois urbains pour satisfaire ces potentielles « classes dangereuses »

Ceux qui ont faim dans le monde sont essentiellement des paysans et des citadins pauvres. Nourrir les premiers suppose qu'ils puissent vivre de leurs productions et donc qu'ils bénéficient de prix d'un niveau suffisant. Donc qu'ils soient mis à l'abri d'une concurrence internationale insupportable, vues les structures, les moyens et les politiques de soutien mis en œuvre ailleurs. Nourrir la grande masse des citadins pauvres suppose au contraire la (sur)abondance et les prix les plus faibles possibles, obtenus grâce à l'entrée massive des produits d'importation, à prix plus ou moins « cassé ». Les importations à bas prix des « parties avant » des volailles européennes sur les marchés africains donnent à manger aux citadins démunis mais jettent dans la difficulté l'éleveur local. Protéger ou libéraliser, s'ouvrir aux produits occidentaux et brésiliens ou au contraire s'en prémunir : c'est là l'exemple même de ces exigences contradictoires qui obèrent la question alimentaire.

Autre exigence paradoxale, celle de la maîtrise du temps : l'impératif alimentaire, c'est, souvent, le domaine de l'urgence et du temps court. Dans le même temps, les structures agraires, commerciales, industrielles, les mentalités n'évoluent que peu à peu et imposent d'inscrire les solutions dans le temps long. Et tout cela ne se limite pas à une seule catégorie de pays : l'épidémie d'obésité touche le monde entier. Nourrir plus, nourrir moins, nourrir mieux avec plus de « sécurité alimentaire » ne sont pas des impératifs aisément conciliables.

Les « exigences paradoxales » ne sont pas une dimension marginale de la question alimentaire, elles en sont l'essence même. Sans elles, il n'y a pas de question alimentaire.

La « géopolitique de la faim » fait allusion à l'ouvrage de Josué de Castro publié au début des années 1950. Y a-t-il une géopolitique de la question alimentaire qui constituerait une dimension importante de la solution du problème ? Le cas échéant, en quoi cette géopolitique a-t-elle changé au cours du dernier quart de siècle ?

La référence précise à la chute du mur de Berlin n'est pas purement conventionnelle. L'événement, en tant que tel, a entraîné l'effondrement des politiques d'aide aux pays de la faim et de la malnutrition, ainsi que la mise en place de conditionnalités économiques, démocratiques et de droits de l'homme aux aides, réduites, qui subsistaient.

L'incidence sur les crises alimentaires en Afrique (Sahel, Corne de l'Afrique, Libéria...), dans les années 1990 a été immédiate et a favorisé la « décennie du chaos ». Par ailleurs la chute du communisme et la fin de la guerre froide, symbolisées par la chute du mur de Berlin, ont été des facteurs décisifs pour libéraliser le commerce. L'intégration des produits agro-alimentaires dans les négociations commerciales multilatérales lors de l'Uruguay Round en 1992-1994, l'entrée de l'Inde dans l'OMC en 1995, de la Chine en 2001, de la Russie en 2012 leur doivent beaucoup et ont modifié les conditions de la question alimentaire.

L'Afrique subsaharienne de la « décennie du chaos », l'Érythrée, le Darfour, le Libéria de Charles Taylor, le Zimbabwe de Robert Mugabe, la Corée du Nord. Voilà les poches de famine véritable qui ont subsisté dans le dernier quart de siècle, au-delà d'une malnutrition plus diffuse. Ce sont là les espaces de la guerre et de la dictature, de l'utilisation de l'arme alimentaire pour briser les oppositions ou éliminer les ethnies rivales. L'arme alimentaire est devenue un outil du nettoyage ethnique et un leurre pour attirer, puis détourner l'aide internationale. Sylvie Brunel, toujours elle, le signale : « les famines qui ont toujours existé dans l'histoire de l'humanité sont devenues aujourd'hui un outil de contrôle ou d'élimination de populations indésirables...elles s'expliquent donc par la géopolitique, tandis que la malnutrition est le produit de la pauvreté. » Il y a donc bel et bien une géopolitique de la faim dans le monde du dernier quart de siècle. Certes, celle-ci ne s'inscrit plus, comme au temps de Josué de Castro, dans le contexte des blocs, des grands propriétaires et des firmes vus comme des « remparts » contre le communisme, ou en face, des collectivisations plus ou moins brutales et meurtrières assorties de rationnements. Si les enjeux de pouvoir et d'influence, plus diversifiés et moins « idéologisés », sont toujours présents, ce sont aussi des enjeux identitaires et ethniques tout comme les dérives mafieuses qui sont en cause. Les terrorismes et les organisations criminelles souvent instrumentalisent les difficultés. Nous ne sommes plus là dans le paradigme géopolitique de la guerre froide, mais dans les nouvelles conditions géopolitiques, « post guerre froide », de la mondialisation contemporaine.

Le monde mondialisé réussit-il mieux à nourrir la planète que le monde des blocs, des zones d'influences idéologiques et des aides alimentaires liées ? Eh bien la réponse est OUI. Bien évidemment « oui mais », mais indéniablement oui ! La proportion des sous-alimentés a chuté de moitié. La famine, si elle subsiste par poches en Afrique, en Asie du Sud et de l'Est, dans le quart-monde de certaines villes ou campagnes au sens strict a presque disparu d'Asie orientale et d'Amérique latine.

Mais elle tue encore des milliers de personnes tous les jours. Les différentes formes de malnutrition, des riches et des pauvres, sont omniprésentes. Et l'interrogation pour nourrir les hommes à brève échéance, dans des conditions climatiques et environnementales dégradées, est pressante. « Nourrir les hommes » demeure un des problèmes fondamentaux du monde, encombré de contradictions et inscrit dans la géopolitique.

On n'attendait pas un plan plus qu'un autre. La qualité de l'introduction était, comme toujours, déterminante. Les conditions contradictoires, anciennes et récentes, qui affectent la question alimentaire, puis les nouveaux caractères géopolitiques « post-guerre froide » qui l'encadrent pouvaient constituer les deux premières démarches, comme le sujet le suggérait. Une esquisse de bilan pouvait suivre: la mondialisation parvient-elle à mieux « nourrir la planète » que le monde de la guerre froide et des blocs, et dans quelles limites ?

Certaines faiblesses et erreurs sont unanimement signalées par les correcteurs. Trop souvent les candidats se limitent à une étude descriptive de la situation alimentaire d'aujourd'hui. Les « exigences paradoxales », la « géopolitique de la faim » sont ignorées. Certains même se cantonnent dans la seule étude de l'agriculture. La dimension historique aussi est trop souvent totalement sacrifiée, hormis quelques rares allusions, très ponctuelles, n'allant que rarement au-delà des années 2000. L'exemple de l'Afrique des années 1990, essentiel au sujet, n'apparaît presque jamais. Si certaines faiblesses et maladresses s'estompent (construction inexistante, indigence des connaissances, accumulation pédante de titres d'ouvrages non lus), deux autres méritent d'être signalées ici avec force.

Tout d'abord la difficulté de trop de candidats à gérer la transversalité d'un sujet. Les connaissances mises en œuvre dans les dissertations ne font que rarement appel aux chapitres historiques ou à l'étude des espaces, abordés sur l'ensemble des deux années et concernant le sujet au premier chef. La Chine, l'Inde, le Brésil, les États-Unis, l'Union européenne...au cœur du sujet par leurs besoins ou leurs moyens, n'existent guère dans le discours, qui demeure général, théorique et désincarné. Parfois même les erreurs les plus grossières sont commises quand on aborde les aspects industriels ou commerciaux du sujet, erreurs que les candidats n'auraient jamais commises si le sujet avait porté spécifiquement sur l'industrie ou le commerce. On identifie le sujet à un « tiroir » unique, que l'on ouvre. Cela relève-t-il d'une certaine superficialité des connaissances chez certains candidats ?

- La seconde faiblesse fondamentale qu'il convient de signaler ici est celle de l'analyse géopolitique. Le vocabulaire et les concepts de base de la discipline sont encore imparfaitement maîtrisés. Mais il y a plus grave : la quasi non-prise en compte de cette dimension par trop de candidats, en dehors de quelques remarques cosmétiques. Sur un sujet qui traite d'un thème important, mondial, sur la période de 1989 à 2015, trop rares sont les devoirs qui font expressément référence à la fin de la guerre froide et à la mondialisation.

Il faut souligner ici, pour les en remercier, le travail des membres du jury, qui sont allés au-delà des faiblesses signalées plus haut, pour repérer les qualités indéniables des candidats, relativiser les manques et prendre en compte l'essentiel, et aboutir ainsi à une hiérarchisation pertinente des copies.